

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 27/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PURFER

RD 147 Quartier de la gare
69780 Saint-Pierre-de-Chandieu

Références : D-00378-2024/LRAR N°1A 204 77409437 9
Code AIOT : 0006400440

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2024 dans l'établissement PURFER implanté 261 Route de Camsaud 84700 Sorgues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER
- 261 Route de Camsaud 84700 Sorgues
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

En 1983, la société Établissements Jean VALETTE a racheté la société dénommée La Récupération Industrielle appartenant à M. TIRAT autorisé à exploiter au 261, route de Camsaud – 84700 SORGUES une activité de récupération de ferrailles par arrêté préfectoral du 16/07/1976.

Les installations exploitées sur le site de Sorgues ont ensuite été autorisées par l'arrêté préfectoral du 11/09/1991, délivré pour le compte de la société Établissements VALETTE et Fils.

En 2006, un changement d'exploitant est intervenu pour le compte de la société Guy Dauphin Environnement. Le récépissé du 02/02/2007 a été délivré en ce sens.

L'exploitant dispose de l'agrément de centre VHU n° PR 84 0007 D renouvelé par arrêté préfectoral complémentaire du 04/01/2019 (valide jusqu'au 10/01/2025).

Depuis le 01/04/2022, les installations sont exploitées par la société PURFER, filiale du groupe DERICHEBOURG ENVIRONNEMENT. Ce changement d'exploitant a été acté par l'arrêté préfectoral complémentaire du 19/04/2023.

La dernière visite d'inspection des installations exploitées sur le site de Sorgues a eu lieu le 26/09/2017.

Contexte de l'inspection : plan pluriannuel de contrôle.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 11/09/1991, article 1er	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Prévention de la pollution des eaux / étanchéité	Arrêté Préfectoral du 11/09/1991, article 5.1	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois
4	Prévention de la pollution des eaux / traitement	Arrêté Préfectoral du 11/09/1991, article 5.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/09/1991, article 7.2.1	Mise en demeure, respect de prescription Prescriptions complémentaires	8 mois
6	Centre VHU / Contrôle par un organisme tiers	AP Complémentaire du 04/01/2019, article point 12° du cahier des charges	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Accès au dépôt	Arrêté Préfectoral du 11/09/1991, article 3.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Provenance des apports de déchets	Arrêté Préfectoral du 11/09/1991, article 1er
7	Bordereaux de suivi de déchets / Trackdéchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R541-45

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort principalement de la visite d'inspection du 15 avril 2024 que :

- des éléments de justification (non classement d'activités ICPE, extension du périmètre, remplacement matériel fluides frigorigènes) ont été demandés à l'exploitant,
- des non-conformités ont été relevées en matière de prévention de la pollution des eaux et du milieu, de moyens de lutte contre l'incendie et de dispositifs de protection des accès au site.

Un travail important de remise à niveau de la plateforme de Sorgues sur les sujets de la gestion des eaux et la définition des moyens de prévention résultant d'une analyse des risques à mener, est nécessaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/1991, article 1er			
Thème(s) : Situation administrative, -			
Prescription contrôlée :			
La société PURFER, dont le siège social est situé 45, route de St Bonnet de Mure – 69780 SAINT PIERRE DE CHANDIEU, est autorisée à exploiter Quartier de la Malautière, Route de Camsaud, à SORGUES (84700), les installations classées suivantes :			
Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé	Régime
2710-1a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Collecte de déchets dangereux. La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 7 tonnes.	Apport de batteries par les garages ou particuliers, réceptionnées dans le hangar. Quantité maximale : 40 tonnes.	A
2710-2a	Collecte de déchets non dangereux. Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 600 m³	Apport de déchets de métaux par les particuliers, réceptionné dans le hangar. Volume : 1000 m³	A
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m².	Hangar de 1 000 m² pour les métaux non ferreux. Aire extérieure de 10 650 m² dédiée aux ferrailles.	A
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne.	Capacité maximale de stockage : 40 tonnes de batteries usagées stockées dans des bennes INOX sous abri dans le hangar.	A

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé	Régime
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.	Broyage, cisailage des déchets de métaux ferreux et non ferreux. Capacité maximale : 800 t/j	A
2712-1b	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage.. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 30 000 m ²	Aire de stockages des VHU en attente de dépollution : 250 m ² Aire de dépollution : 100 m ² . Surface totale : 350 m ² .	E
2711-2	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques. Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Transit de gros électroménager hors froid. Volume total : 200 m ³	D
2714	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Transit de déchets banals. Volume total : 210 m ³	D

Constats :

Interrogé sur la nature et le volume de ses activités, l'exploitant déclare que les installations classées visées dans le tableau ci-dessus sont toujours cohérentes avec la réalité de l'exploitation du site de Sorgues.

Une modification est toutefois signalée sur les modalités de stockage des batteries usagées présentes dans le hangar. Dans la ligne du tableau relative à la rubrique n° 2718, il est mentionné qu'il s'agit de bennes INOX. L'exploitant utilise désormais des caisses plastiques (de 660 litres).

À noter que, depuis l'arrêté préfectoral complémentaire du 13/11/2015 définissant les activités classées du site de Sorgues, les rubriques n° 2710-2a et 2713-1 de la nomenclature des installations classées ont été modifiées par le décret n° 2018-458 du 06/06/2018. Le régime de classement de ces deux activités est désormais celui de l'enregistrement. Cela implique que les installations exploitées par PURFER sont concernées par les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales suivants, selon les modalités d'entrée en vigueur définies au sein de ces mêmes arrêtés :

- l'Arrêté du 26/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des ICPE,
- l'Arrêté du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des ICPE.

Par ailleurs, l'exploitant dispose sur son site de stockages d'oxygène et de gaz combustibles, utilisés pour les opérations d'oxycoupage des métaux. Il dispose également de cuves de distribution de GNR et de Gasoil, pour alimenter ses engins. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que l'ensemble de ces activités reste non classable au regard des seuils associés aux rubriques actualisées de la nomenclature ICPE.

D'autre part, l'Inspection a également souhaité vérifier le respect du périmètre d'exploitation, car la question se pose de l'utilisation de la parcelle n° 0044 en limite nord du site.

Pour rappel, l'autorisation d'exploiter le dépôt, provenant des activités de récupération de déchets de métaux, d'alliage, de résidus métalliques et de carcasses de véhicules hors d'usage, sollicitée en 1991 par la société Établissements Jean VALETTE et Fils visait les parcelles : n° 737, 1164, 1167, 1081, 1079 et 1168 et précisait une superficie du terrain de 12 002 m². L'extrait du plan cadastral fourni, datant du 11/02/1988, fait figurer la présence d'un canal d'irrigation (Grange neuve) sur toute la limite nord du site, ainsi que la présence de haies vives (5 mètres de hauteur). Le terrain situé immédiatement en limite nord étant exploité par la société Établissements Euro Poids Lourds.

Depuis, le cadastre a évolué. L'ensemble des parcelles visées a été fusionné en la parcelle unique n° 0002.

Lors de la visite de terrain, il est constaté qu'il n'y a plus de haies vives séparant le site exploité de la parcelle nord voisine devenue n° 0044. Il n'a pas été constaté la présence d'un canal d'irrigation. Les deux parcelles communiquent et la société PURFER utilise cette zone nord dans le cadre de ses activités, dont certaines relèvent d'un classement ICPE.

Il s'agit d'une extension du périmètre d'exploitation.

Postérieurement à la visite, l'Inspection des installations classées a reconsulté le fond de dossier de l'établissement en vue de trouver des éléments relatifs au porter à la connaissance de l'Administration de cette extension de périmètre. Cette recherche est restée vaine.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ Il est demandé à l'exploitant de vérifier et de justifier que ses différents stockages liés aux opérations d'oxycoupage des métaux, ainsi que les stockages de carburants et leur distribution pour la flotte d'engins internes, restent non classés au regard des seuils associés aux rubriques actualisées de la nomenclature ICPE.

→ Il est demandé à l'exploitant de justifier que l'extension du périmètre de ses activités classées a été portée à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions de l'article R181-46 du code de l'environnement.

→ Il est demandé à l'exploitant d'apporter des informations relatives au canal d'irrigation Grange neuve tel qu'il est identifié dans les documents constitutifs de la demande d'autorisation d'exploiter de 1991.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Provenance des apports de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/1991, article 1er

Thème(s) : Autre, Déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets réceptionnés sur le site sont exclusivement de provenance des départements de Vaucluse, du Gard et des Bouches du Rhône. Ils peuvent être apportés par le producteur initial de ces déchets qui ne doit avoir accès qu'à la partie "apport volontaire" du site et ne doit pas pouvoir librement accéder aux autres installations du site.

Constats :

Préambule : Par courrier du 11/12/2015, la société Guy Dauphin Environnement a demandé la modification de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 13/11/2015 aux fins d'intégrer les départements de la Drôme et de l'Ardèche aux départements autorisés pour la provenance des déchets et ainsi prendre en compte l'activité réelle du site de Sorgues. Par courrier préfectoral du 30/03/2016 une suite favorable a été donnée à cette demande. Ce courrier a pris acte du fait que les déchets réceptionnés sur le site de Sorgues sont des déchets en provenance de Vaucluse, du Gard, des Bouches-du-Rhône, de la Drôme et de l'Ardèche. Il était par ailleurs prévu que ces

modifications soient reprises lors d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.

Interrogé sur la provenance des déchets réceptionnés sur le site, l'exploitant déclare respecter cette disposition.

Il précise que la provenance des déchets est renseignée dans son système informatique du suivi des déchets entrants. Ce registre informatique n'a pas été consulté en séance.

S'agissant des modalités de circulation des personnes extérieures au site venant apporter des déchets, l'exploitant déclare que la qualité des déchets apportés est vérifiée par un agent d'exploitation du site qui accompagne ensuite la personne extérieure jusqu'à la zone de transit correspondante.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention de la pollution des eaux / étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/1991, article 5.1

Thème(s) : Risques chroniques, -

Prescription contrôlée :

D'une manière générale, tous les emplacements où un écoulement accidentel de liquides, hydrocarbures, huiles, acides, etc. est à craindre, devront posséder un sol imperméable et en forme de cuvette de rétention.

Constats :

L'exploitant déclare que l'ensemble de la plateforme dispose d'un revêtement étanche.

Pour autant, l'état de ce revêtement n'est pas le même sur l'ensemble du site.

L'exploitant informe l'Inspection des installations classées que la réfection complète du revêtement de la zone sud-ouest, utilisée pour les opérations de découpe au chalumeau, sera proposée au vote du prochain budget de la fin d'année 2024.

Lors de la visite de terrain, l'état très dégradé du sol de cette zone est constaté (photo n° 14). Il est également observé des fissures marquées dans le sol au niveau de l'aire d'entreposage des véhicules hors d'usage en attente de dépollution (photo n° 4).

Ces constats révèlent une non-conformité des installations en matière de prévention de la pollution des eaux et du milieu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ Il est demandé à l'exploitant de se conformer à l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral du 11/09/1991 en procédant à la réfection des sols rendue nécessaire de façon à garantir son imperméabilité aux différents écoulements accidentels qui pourraient se produire et de façon à constituer une rétention permettant de contenir les écoulements dans l'enceinte du site.

Considérant que le délai de réalisation des travaux est supérieur à six mois, il est proposé de segmenter la demande à l'exploitant en définissant les différentes échéances intermédiaires suivantes :

- transmission d'un diagnostic de l'état des sols où un écoulement accidentel de liquides, hydrocarbures, huiles, acides, etc. est à craindre et de leur capacité à former rétention,
- transmission d'un plan d'actions de mise en conformité de la plateforme au regard du diagnostic de l'état et de la capacité de rétention des sols réalisé,
- transmission du bon de commande relatif aux travaux de réfection des sols.

Pour ce qui concerne les fissures marquées dans le sol, observées au niveau de l'aire d'entreposage des véhicules hors d'usage en attente de dépollution, l'exploitant doit justifier qu'elles restent mineures et ne remettent pas en cause l'imperméabilité de la zone. Si tel n'est pas le cas, la réfection de cette zone sera également à réaliser sous les meilleurs délais.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 8 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/1991, article 5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de traitement

Prescription contrôlée :

Tous liquides accidentellement répandus sur ces emplacements, ainsi que les eaux pluviales et eaux de lavage souillées ou susceptibles de l'être, seront collectées et récupérées pour subir un traitement approprié.

Ils seront soit évacués selon les dispositions de l'article 8 soit rejetés conformément à l'article 5.3 suivant.

Les ouvrages de collecte seront entretenus de manière à conserver leur étanchéité.

Constats :

Interrogé sur la gestion des eaux pluviales de la plateforme, l'exploitant n'a pas su présenter précisément les modalités de gestion des eaux pluviales. Il indique toutefois que le réseau pluvial est de type unitaire (les eaux de toiture du bâtiment rejoignent les eaux pluviales de ruissellement de la plateforme). Il exprime un souhait de passer prochainement (sans préciser d'échéance) à un réseau de type séparatif. À noter que lors de la visite de terrain, il a été constaté à l'angle sud-ouest du bâtiment une descente de gouttière endommagée.

L'exploitant ne dispose pas d'un plan des réseaux de collecte des effluents (pourtant exigible au titre de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation).

Lors de la visite de terrain, il est constaté la présence d'un bassin de collecte des eaux situé le long de la façade sud du bâtiment. L'exploitant n'a pas su préciser la capacité de collecte de ce bassin. À l'arrière de ce bassin se trouvent une aire de lavage et un local abritant une cuve de décantation et un séparateur hydrocarbures. Cette aire de lavage nécessite un entretien, la grille de collecte des eaux de lavage située à l'angle est bouchée. Le bassin de collecte est muni sur le dessus d'un filet de protection anti-envol. Malgré la présence de ce dispositif de protection, des déchets sont présents dans le bassin au niveau de son extrémité ouest.

La dernière prestation de nettoyage du bassin a eu lieu du 12 au 17 juillet 2023. La facture n° W051035444 du 17/07/2023 émise par la société Chimirec Malo (84100 Orange) a été fournie (montant TTC supérieur à 46 k€). Ce sont plus de 185 tonnes d'eaux et boues hydrocarburées qui ont été évacuées.

L'exploitant déclare que la prochaine prestation de nettoyage sera programmée courant 2024.

Le dernier rapport d'audit du centre VHU (évaluation du 22/08/2023) mentionne que : « *le débourbeur déshuileur est un système ancien qui se déverse dans un bassin dont il n'est pas certain qu'il soit totalement étanche* ».

Interrogé à ce sujet, l'exploitant déclare que le fond du bassin est de type béton et qu'il a procédé visuellement à une vérification de l'étanchéité du bassin lors du dernier entretien du bassin (juillet 2023).

L'exploitant informe l'Inspection des installations classées de la réalisation des trois campagnes de mesures des PFAS par l'organisme Apave en février, mars et avril 2024. À l'occasion du dernier prélèvement du 09/04/2024, il a également fait procéder aux prélèvements relatifs au suivi de la qualité des eaux. L'Apave s'est engagé auprès de l'exploitant sur un délai de remise du rapport d'analyse de cinq semaines.

Lors de la visite de terrain, l'Inspection des installations classées a également questionné l'exploitant sur la présence d'un regard de collecte des eaux de ruissellement qui semble obstrué, sans obtenir de réponse.

Lors de la visite de terrain, il est constaté la présence d'eaux souillées dans les casiers de récupération des déchets métalliques situés contre la façade ouest du bâtiment, sous auvent. L'état de propreté de ces casiers n'est pas satisfaisant.

Postérieurement à la visite, l'Inspection des installations classées a reconsulté le fond de dossier de l'établissement en vue de trouver des éléments relatifs à cette thématique. Dans le cadre de sa demande de renouvellement de l'agrément centre VHU de 2012, l'exploitant (GDE) avait fourni (par courriel du 30/08/2012) un plan de masse. Ce plan fait figurer la présence de deux débourbeur-déshuileurs, ainsi qu'une station de traitement des eaux pluviales avec un filtre à charbon actif et une zone à l'angle sud-est permettant le réemploi des eaux traitées et une infiltration.

Manifestement, la gestion des eaux pluviales actuelle ne correspond pas au tracé figurant dans le plan de masse de 2012. Un travail important de remise à niveau de la plateforme de Sorgues sur le sujet est nécessaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ Il est demandé à l'exploitant d'établir un plan des réseaux de collecte des effluents conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

→ Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection des installations classées le plan des réseaux établi et de l'accompagner d'une explication précise des modalités de gestion des eaux de la plateforme de Sorgues. Les points de rejets seront identifiés, de même que les différents points de prélèvement visant à réaliser les analyses réglementaires. La capacité des différents ouvrages de collecte et de traitement des eaux sera à renseigner. L'exploitant devra justifier que la gestion des eaux mise en place permet, dans des conditions techniquement et économiquement acceptables, de limiter la production de déchets (eaux et boues hydrocarburées) à évacuer.

→ Il est demandé à l'exploitant de procéder à un curage de l'aire de lavage, des casiers de récupération des déchets situés contre la façade ouest du bâtiment et de procéder plus globalement au curage de l'ensemble du réseau de collecte des effluents.

→ Il est demandé à l'exploitant de procéder au nettoyage et à l'enlèvement des déchets présents dans le bassin situé contre la façade sud du bâtiment.

→ Il est demandé à l'exploitant d'apporter les éléments de justification de l'étanchéité du bassin.

→ Il est demandé à l'exploitant de procéder à la réparation de la descente de gouttière endommagée située à l'angle sud-ouest du bâtiment.

→ Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection des installations classées les résultats de la dernière analyse de la qualité des eaux. Ces résultats seront accompagnés d'un commentaire de l'exploitant quant à la conformité des valeurs de chaque paramètre par rapport aux valeurs limites réglementaires définies par les textes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/1991, article 7.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte

Prescription contrôlée :

Les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que leurs emplacements seront déterminés en accord avec les Services d'Incendie et de Secours.

L'établissement disposera d'extincteurs en nombre et capacité suffisants, répartis dans le chantier et adaptés aux risques à combattre.

Constats :

Selon les informations communiquées par l'exploitant, le site dispose des moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- 1 poteau incendie, situé à proximité de l'entrée du site ,
- 5 robinets d'incendie armés ,
- 25 extincteurs.

Il dispose également de réservoirs d'eau de type cuve GRV de 1 000 l positionnés sur le site de façon à pouvoir

être rapidement utilisés au-dessus d'un départ de feu en étant pressés par le grappin.

Le dernier contrôle périodique des équipements de lutte contre l'incendie a eu lieu le 12/04/2024 (réalisé par la société Vesta Prévention Incendie, implantée dans le Gard). Il ressort des essais réalisés lors de ce contrôle que, le poteau incendie délivre un débit de 39 m³/h, au lieu des 60 m³/h réglementairement exigés. Ce point est constitutif d'une non-conformité réglementaire.

Au regard de cette insuffisance, l'exploitant a commencé à se renseigner sur le poteau incendie présent sur le domaine public route de Camsaud, à environ 60 mètres de l'entrée du site. Le jour de la visite, l'exploitant ne dispose pas d'information particulière sur cet hydrant.

L'Inspection des installations classées a informé l'exploitant de l'existence de l'outil Hydraclac 84, qui est une base de donnée départementale des points d'eau incendie, dont le lien d'accès est : <https://deci.sdis84.fr/>.

Postérieurement à la visite, l'Inspection des installations classées a consulté l'outil Hydraclac 84. Il en ressort que ce poteau est identifié sous le numéro 84016.0037, à l'adresse « D66 rte de Bédarrides / chemin du plan face casse auto à 50m ». Ce poteau apparaît comme disponible. Les données renseignées sont les suivantes :

Pression statique	Débit nominal sous 1 bar mini	Débit maximal
6 bars	66 m³/h	87 m³/h

Lors de la visite de terrain, il est constaté que les RIA ne portent pas mention de la dernière date de vérification.

L'exploitant ne dispose pas d'un plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie (pourtant exigible au titre de l'article 60 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation).

Afin d'établir ce plan, l'exploitant déclare avoir passé commande auprès d'un géomètre pour effectuer les relevés terrain nécessaires. Le passage de ce dernier est prévu dans les prochaines semaines. Sur la base de ces relevés topographiques, l'exploitant prévoit de solliciter un prestataire extérieur pour la réalisation des plans de sécurité réglementaires, ainsi que du plan de circulation.

Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les moyens de lutte contre l'incendie, ainsi que leur emplacement sur le site, ont été déterminés en accord avec les services d'incendie et de secours.

S'agissant des pompiers, l'exploitant déclare qu'ils ont fait un exercice sur le site de Sorgues il y a environ 2 ans. Il n'a toutefois pas été en mesure de présenter un document relatif à la tenue de cet exercice, à sa nature et aux conclusions qui en ont été tirées.

Interrogé sur l'existence d'une étude de dangers relative aux activités exercées sur le site de Sorgues, l'exploitant déclare ne pas en avoir connaissance. [Pour rappel, la société PURFER a repris les activités de la société GDE depuis plus de deux ans].

Postérieurement à la visite, l'Inspection des installations classées a reconsulté le fond de dossier de l'établissement en vue de trouver des éléments relatifs à cette thématique. Il en ressort que, en 1983, la société Établissements Jean VALETTE a racheté la société dénommée La Récupération Industrielle appartenant à M. TIRAT autorisé à exploiter sur le site de Sorgues une activité de récupération de ferrailles par arrêté préfectoral du 16/07/1976. Par courrier du 09/04/1991, la société Établissements Jean VALETTE et Fils a sollicité l'autorisation d'exploiter le dépôt provenant des activités de récupération de déchets de métaux, d'alliage et de résidus métalliques et de carcasses de véhicules hors d'usage. Cette demande comporte 7 pages et des annexes (extraits du plan cadastral et du règlement graphique du document d'urbanisme). Sur les dangers d'incendie, le dossier mentionne uniquement : « *L'entreprise a mis à la disposition des employés partout où cela est nécessaire des extincteurs à eaux ou à poudres, ainsi que des points d'eau équipés de tuyaux d'arrosage* ».

À noter que le plan de masse disponible (réalisé à la main) recense les différentes zones d'activité du site. Ce plan identifie la presse cisaille à l'intérieur du bâtiment. Cette presse est désormais utilisée sur l'aire extérieure.

Le contenu de cette demande n'a pas fait l'objet d'une actualisation depuis plus de 30 ans.

Manifestement, une étude des risques incendie, et une étude des risques au sens large, permettant notamment

de déterminer les besoins en matière de moyens de défense, sont à réaliser selon les standards réglementaires actuels. Pour rappel, les sites soumis au régime général de l'autorisation disposent d'une étude de dangers. Le site de Sorgues exploité par la société PURFER, autorisé par un arrêté préfectoral de 1991, n'en dispose pas. Un travail important de remise à niveau de la plateforme de Sorgues sur le sujet est nécessaire.

Interrogé sur le sujet, l'exploitant s'accorde sur la nécessité d'actualiser / de disposer d'une étude de dangers (EDD) cohérente avec les activités exercées. S'agissant de la production d'une EDD, il n'est pas en capacité de s'engager sur un délai de restitution, qui va aussi dépendre du bureau d'étude retenu et de sa charge de travail.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ Il est demandé à l'exploitant d'établir un plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie conformément aux dispositions de l'article 60 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Ce plan, ainsi que le plan de circulation à établir, seront à transmettre à l'Inspection des installations classées.

→ Il est demandé à l'exploitant de justifier la conformité de ses installations en matière de moyens de lutte contre l'incendie disponibles. Plus précisément dans l'attente de la détermination des moyens nécessaires, l'exploitant justifiera qu'il répond aux exigences minimales réglementaires en la matière. À titre d'exemple, l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, applicable au centre VHU, impose notamment via son article 20 que l'installation soit dotée :

« d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ».

→ Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection des installations classées le compte-rendu du dernier exercice réalisé avec les pompiers sur la plateforme de Sorgues.

→ Il est demandé à l'exploitant de s'assurer lors du prochain contrôle périodique des moyens de lutte contre l'incendie que la date de la vérification soit reportée également sur les équipements.

→ Il est proposé à Monsieur le Préfet de prescrire par arrêté préfectoral complémentaire, conformément aux dispositions de l'article R181-45 du code de l'environnement, la réalisation d'une étude des dangers du site répondant aux standards réglementaires en vigueur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 8 mois

N° 6 : Centre VHU / Contrôle par un organisme tiers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/01/2019, article point 12° du cahier des charges

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle par un organisme tiers

Prescription contrôlée :

L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année par un organisme tiers à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions de son arrêté préfectoral et aux dispositions du présent cahier des charges.

[...]

Les résultats de cette vérification sont transmis à Monsieur le Préfet de Vaucluse dans l'année.

Constats :

Par courrier du 11/10/2023, l'exploitant a transmis à la Préfecture de Vaucluse le dernier rapport de vérification de conformité de l'exploitation Véhicules Hors d'Usage (VHU).

Il s'agit plus précisément du rapport établi par l'organisme AFNOR Certification (95) suite à son évaluation du 22/08/2023 du centre VHU exploité par la société PURFER à Sorgues.

Dans les conclusions figurent notamment les remarques et la non-conformité suivantes :

RQ 1 : il n'est pas prouvé que la cuve pour le carburant est bien double enveloppe (pas de rétention).

RQ 2 : les bordereaux de suivi des VHU sont présents mais ils ne reprennent pas les n° d'ordre du livre de police. Plus précisément, les BSD des VHU comportent un numéro de ticket qui correspond à l'entrée sur site d'un lot d'un ou plusieurs VHU ; lors de l'envoi vers le broyeur, on ne sait pas lesquels de ces VHU sont envoyés (le lot global n'est pas forcément envoyé en même temps).

RQ 3 : BSD non disponible en totalité pour les pots catalytiques compte tenu de la quantité déclarée sous SYDEREP.

NC : pas de preuve de retrait des fluides frigorigènes. La partie Fluides frigorigènes est à reprendre en totalité.

Lors de la visite, l'Inspection des installations classées a interrogé l'exploitant pour recueillir des informations sur chacun de ces points. Voici ce qui ressort des précisions apportées et des constats de terrain :

- RQ 1 : l'exploitant conteste l'absence de rétention de la cuve pour le carburant et déclare que cette cuve a toujours été munie d'une rétention. Lors de la visite de terrain, il est constaté que la-dite cuve est positionnée sur une rétention.

- RQ 2 : l'exploitant ne partage pas la remarque formulée par l'auditeur. Il a expliqué les modalités en place sur le site de Sorgues, qui sont les mêmes que sur les autres sites du groupe DERICHEBOURG ENVIRONNEMENT, en matière de traçabilité des VHU réceptionnés sur le site, puis expédiés après opération de dépollution. Les explications données n'appellent pas de commentaires particuliers.

- RQ 3 : l'exploitant rappelle le contexte de la visite d'audit, à savoir que le contrôle a porté sur l'année 2022 et que la société PURFER a repris l'exploitation du site au 01/04/2022. De fait, il n'a pas été en mesure de présenter certains justificatifs. Il déclare que ce type de remarque ne devrait pas figurer dans le prochain rapport d'audit du centre VHU.

- NC : l'exploitant déclare que depuis l'audit d'août 2023, la personne chargée des opérations de retrait des fluides frigorigènes (FF) dispose de l'attestation de formation de l'organisme, le matériel utilisé a été remplacé et que le retrait des FF est réalisé conformément aux exigences du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral portant agrément. L'exploitant a présenté à l'Inspection des installations classées l'attestation d'aptitude fluides frigorigènes – catégorie 5 – n° 8-MPL-1-2024-3671369 délivré au salarié chargé de ces opérations, suite à l'évaluation passée le 20/03/2024 auprès de l'organisme Apave Exploitation France (31 000 Toulouse).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection des installations classées les justificatifs relatifs au remplacement du matériel utilisé pour la récupération des fluides frigorigènes lors des opérations de dépollution des véhicules hors d'usage.

L'Inspection des installations classées s'attachera à regarder les résultats de la prochaine vérification, et en particulier à s'assurer que les remarques signalées en 2023 ne soient pas reconduites en 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Bordereaux de suivi de déchets / Trackdéchets

</

N° 8 : Accès au dépôt

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/1991, article 3.1.1
Thème(s) : Autre, Clôture
Prescription contrôlée :

Afin d'en interdire l'accès, le chantier sera entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de deux mètres.

[...]

Constats :

Il est précisé que le contrôle de l'Inspection n'a pas porté sur l'ensemble du périmètre des installations.

Toutefois, lors de la visite de terrain, il a été constaté un défaut de clôture efficace à l'arrière de la zone d'entreposage des véhicules en attente de dépollution

D'autre part, sur cette même zone, la hauteur des blocs de béton n'atteint pas les deux mètres minimum en tout point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ Il est demandé à l'exploitant de se mettre en conformité avec l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 11/09/1991 en ce qu'il impose que le chantier soit entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de deux mètres et de le justifier à l'Inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois